

# REMERCIEMENTS À CROIZAT, PAR UN OUVRIER DU LIVRE...

Le manœuvre des ministres nationaux-communistes, le cardinal Ambroise, de l'église moscoutaire, mérite un beau charivari pour les attentions aussi délicates que généreuses qu'il témoigne aux prolétaires du Livre. Ce potentat-ministre, député, secrétaire d'une fédération ouvrière (les Métaux), etc..., - autrement dit ce cumulard - a le triste cynisme de traiter les ouvriers comme jamais un bourgeois héréditaire n'eut l'audace de le faire. Il est digne de la lignée des Millerand, Briand, Noske, Dormoy, et autres socialistes fusilleurs d'ouvriers.

Un ministre «gagne» des millions par an, plus tous les à-côtés. Un ouvrier de la presse touche 500 francs par service de jour, 575 francs par service de nuit, ce qui fait, crayon en mains, impôts et assurances déduits, pour 6 jours de travail par semaine, jours fériés décomptés, une moyenne de 370 fr. par jour (1). Ambroise-Tartuffe, ceci n'est certainement pas le prix d'un de tes déjeuners?

Il est faux que les ouvriers fassent plusieurs services par jour; cela n'est réservé qu'à une très faible minorité, et le plus souvent épisodiquement. Ce sont, soit dit entre parenthèses, les petits amis de M. Croizat, les clichés, qui pour des raisons techniques, en profitent le plus.

Pour compenser ces salaires d'aristocrates, certains et peu nombreux journaux accordaient une prime par service, dénommée plus-value, variable, mais en moyenne équivalente, au tarif d'une heure supplémentaire. C'était la division instaurée entre les membres de mêmes catégories, pour des travaux identiques. C'était une illégalité créée sous Vichy et qui persiste dans toutes les branches où la main-d'œuvre qualifiée fait défaut. Supprimer ces inégalités, cette instauration du débrouillage individuel, éviter ce principe des maîtres eût dû être un objectif premier de la grève. Vous, M. Croizat, et vos acolytes, qui prêchaient l'unité sur tous les tons, sur toutes les antennes, vous ne sauriez nous démentir, n'est-ce pas?

Ayant basement, en janvier 1946, calomnié les rotativistes, Ambroise Croizat a récidivé cette année contre toutes les corporations du livre (2). Le Comité de grève, intersyndical il est vrai, n'a pas relevé le gant de ce tyran parvenu; voilà une de ces fautes graves qui se paieront tôt ou tard, et le fait d'envisager de se trouver en sa présence lors de la signature des accords, à la présidence du Conseil, n'eût pas dû, si ce fut le cas, l'arrêter. Les larbins de l'espèce Croizat ne vous respectent que lorsque l'on se fait respecter: il suffisait de relever la vérité, et, en sus, laissant les injures à ce traître avéré, d'étaler ses propres revenus, de faire une enquête discrète sur son train de vie.

Durant la guerre, les ouvriers de la presse furent réduits à s'évader dans d'autres professions et devinrent manœuvres pour la plupart, par un processus inverse à celui ascensionnel de Croizat. Il n'y a pas d'ancien ministre ou parlementaire, que je sache, travaillant manuellement ou contraints à œuvrer à l'âge de 70 ans et plus, mais tous les ouvriers, de quelque corporation que ce soit, du Livre ou des autres, peuvent en citer des dizaines au camarade-ministre! N'insistons-pas, tant d'impudence vous donne envie de vous laver les mains et de vous rincer la bouche, comme l'écrivit Jeun Malaquais à propos du patriote professionnel, l'Aragon de la même écurie.

La vérité c'est que, comme le dit le timide tract du «Comité intersyndical de grève», ces prétendus privilèges des travailleurs de la presse *«ne mettent que plus brutalement, en lumière, la situation tragique de certaines catégories de travailleurs français, car ce ne sont pas les ouvriers du Livre qui sont trop payés, mais bien les autres qui le sont insuffisamment»*.

(1) Tarif pour typos, linos, correcteurs.

(2) Voir, entre-autres, son interview à *La liberté de Nice* et dans *Sud-Est*.

Les ouvriers de la presse tendent à perdre leurs «*avantages*», malgré la relative stabilité de la technique de l'impression, leurs traditions corporatives dont le malthusianisme dans le recrutement n'est qu'un aspect, leur esprit solidaire. La presse n'a plus le monopole de l'Information: la radio, le cinéma l'ont brisé. La tendance au monopolisme politique diminue le nombre de clients, du moins pour les quotidiens. Les capitaux énormes nécessaires au lancement d'une affaire commerciale qu'est un journal (marchandise), sont une limitation à leur prolifération: et si les journaux sont pourris, ce ne sont pas les ouvriers qu'il faut en accuser. En effet, les calculs, à une commission paritaire, ont révélé que le prix de la composition d'un journal s'élevait entre 30 et 55 centimes le numéro, suivant l'élévation du tirage, alors qu'il est vendu quatre francs au consommateur.

Or, en Angleterre, tandis que l'augmentation moyenne des salaires pour toutes les professions s'élève, par rapport à l'avant-guerre, à 64% elle n'est que de 34% pour les typographes. En France, les travailleurs de la presse ne bénéficient pas de certains avantages matériels ou financiers: mois double en fin d'année par exemple, primes à la production, etc... La formule léniniste de l'aristocratie ouvrière, péjorative par elle-même, ne peut s'appliquer à l'écrasante masse des travailleurs du Livre qui sont payés au tarif syndical sec, ce qui fait, comme on peut l'établir, 370 francs par jour dans l'année. Voilà des privilégiés, si vous le voulez, mais ce sont des privilégiés de la ceinture.

La revendication était donc plus que «justifiée» et ce que l'on peut reprocher aux ouvriers du Livre - et plus particulièrement à son Comité de grève - c'est non pas d'avoir déclenché un mouvement qui prouve que la domestication n'est pas encore achevée, mais c'est d'avoir été trop timorés malgré le signal et l'exemple qu'ils ont donné, c'est de n'avoir pas, alors que c'était possible, entraîné dans le mouvement les imprimeries de labeur, et au besoin la province, afin d'éliminer les champignons parasites qui vivent du travail de l'ensemble des producteurs et dont les politiciens de tout poil et les potentats syndicaux cumulards, sont les plus vénéreux, c'est de n'avoir pas osé, dans le pays de Danton; et de n'avoir pas seulement voulu suivre le conseil d'Étienne Dolet qui disait au 16<sup>ème</sup> siècle. «Bandez ensemble pour contraindre les maîtres imprimeurs à vous fournir plus gros gages et nourriture plus opulente» (3).

**A. CATENPIE.**

-----